



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE du

30 MAI 2024

prescrivant la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires
à la société ESKA Derichebourg à Strasbourg pour son établissement de la rue du Havre,
portant à deux par an le nombre de campagnes de prélèvements et d'analyse des retombées

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021, pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société ESKA à Strasbourg, 15 rue du Havre, en particulier le broyeur de métaux ;
- VU le guide de l'INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » deuxième édition, septembre 2021 ;
- VU le rapport du 02 avril 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant notamment suite aux constats de retombées de polychlorobiphényles, dioxines, retardateurs de flamme bromés dans l'environnement de l'établissement ESKA du 15 rue du Havre à Strasbourg ;
- VU l'avis du comité départemental des risques sanitaires et technologiques (CODERST) réuni le 02 mai 2024 ;
- VU les observations de l'exploitant ESKA Derichebourg, formulées par lettres des 17 avril et 21 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT que le broyeur de métaux de la rue du Havre, exploité par la société ESKA Derichebourg est une installation à l'origine d'émissions et de retombées de polluants organiques persistants : polychlorobiphényles (PCB), dioxines et furannes (PCDD/F), retardateurs de flamme bromés (PBDE) ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas, à ce jour, de valeurs-limites d'émission de ces polluants pour les installations de cette nature mais que peuvent être prises comme référence : la valeur de 100 ng/m³ pour les PCB "indicateurs" (i) (à l'exemple de la Wallonie), la valeur de 0,1 ng/m³ en équivalent toxique OMS (WHO Tef) pour la somme dioxines et furannes + PCB "Dioxine-Like" (DL) ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des émissions de cet établissement, prescrite à la cheminée du broyeur depuis le 29 mars 2021, montre que ces valeurs indicatives ne sont pas dépassées lors des trois dernières campagnes de mesure (valeurs de 73 ; 41 et 63 ng/m³ pour les PCB i, valeurs de 0,0012 ; 0,004 et 0,004 pour la somme dioxines et furannes + PCB "Dioxine-Like"), les valeurs mesurées restant néanmoins significatives et ne rendent pas compte des émissions diffuses de polluants adsorbés sur des particules entraînées par le vent depuis les zones de travail et d'entreposage ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des retombées de polluants organiques persistants de l'établissement montre des points où ces polluants sont trouvés, à son aval et, en limite de la zone de retombée modélisée, dans un secteur résidentiel ;

CONSIDÉRANT que dans ces circonstances, il convient que soit réalisée une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ;

CONSIDÉRANT que, l'établissement relevant de la directive transposée relative aux émissions industrielles « IED » 2010/75 du parlement européen et du conseil, l'évaluation des risques sanitaires doit être quantitative et non simplement qualitative ;

CONSIDÉRANT que la dernière autorisation du site, avec enquête publique et étude d'impact, remonte au 18 mars 1976 et qu'à ce moment la problématique de l'émission par l'établissement de composés organiques persistants et /ou volatils n'était pas prise en compte, que de ce fait, cette problématique ayant été mise au jour, il est justifié de prescrire, en application de l'article R 181-45 du code de l'environnement, que le volet sanitaire de l'étude d'impact de l'établissement soit actualisé ;

CONSIDÉRANT que l'intensification de la surveillance des retombées est nécessaire pour disposer de davantage de données et de résultats dans des conditions météorologiques variées ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le projet du présent arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ESKA (siège social : 56 rue de Metz, BP 70008 Jouy-aux-Arches - 57131 ARS-SUR-MOSELLE Cedex), réalise et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté, une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires dans l'environnement de son établissement de la rue du Havre à 67100 STRASBOURG.

Cette évaluation est réalisée suivant une méthodologie reconnue en France, par un organisme à la compétence démontrée en la matière. Elle comprend successivement les étapes :

- d'évaluation des émissions de l'installation,
- d'évaluation des enjeux et des voies d'exposition,
- d'évaluation de l'état des milieux en utilisant l'outil d'interprétation de l'état des milieux (IEM), qui se base sur des mesures réalisées dans les milieux d'exposition potentiellement influencés par les émissions autour du site,

pour déboucher sur l'évaluation quantitative des risques sanitaires des émissions atmosphériques canalisées et diffuses de l'établissement et de leurs retombées .

Article 2

L'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires produite en application du présent arrêté peut être soumise, sur prescription motivée du préfet, à l'examen critique d'un organisme tiers, différent de celui qui l'a réalisé.

Article 3

La fréquence des campagnes de prélèvements et d'analyses des retombées réalisées en application de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 mars 2021 est portée à 2 par an : l'une en période estivale, l'autre en période hivernale.

Article 4 - Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 5 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 - Exécution :

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ESKA Derichebourg, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

